

L'objection de croissance manquerait-elle de conscience ?

Jean-Marie Harribey

Revue du MAUSS numérique, « Que faire, que penser de Marx aujourd'hui ? »,
n° 34, second semestre 2009, p. 281-290

Depuis plusieurs années, un débat a été relancé sur les questions du développement, de l'accumulation et de ses dégâts sociaux et écologiques multiples. En prenant parti en faveur de la conception de la soutenabilité forte, et donc en refusant l'hypothèse de substituabilité infinie de ressources manufacturées aux ressources naturelles épuisées, je me situe résolument du côté de ceux qui pensent que la croissance économique éternelle est impossible, même dans le cadre du mot d'ordre, devenu officiel mais quasiment vidé de sens, de développement durable. Cependant, j'ai attiré l'attention sur un certain nombre de failles des théories de la décroissance, et cela sans abandonner une perspective écologiste. Ce travail m'a conduit à exprimer des critiques fortes. Il est donc normal que, à leur tour, mes propres écrits soient l'objet de contestations que je prends comme une occasion de clarifier et d'approfondir la discussion.

Fabrice Flipo examine ici l'un de mes articles récents qui serait révélateur des « impensés de la gauche ». Un mot d'abord sur cet article : il s'agit d'un texte publié par l'*Encyclopaedia Universalis* qui reprenait presque exactement un autre un peu plus ancien publié par les *Cahiers français*. Ces deux articles avaient une vocation plus pédagogique que théorique, dans un format court imposé et dans un langage non spécialisé. Le lecteur pourra s'y reporter pour vérifier l'exactitude ou non du compte-rendu qu'en fait F. Flipo.¹

Comme je ne peux répondre ligne à ligne à toutes ses affirmations, je reprendrai les principaux reproches qu'il m'adresse, et, surtout, je donnerai quelques indications sur le point où en est arrivé ma réflexion, de telle sorte que le débat ne fonctionne pas que par ouï-dire.

D'où vient la décroissance ?

F. Flipo conteste les diverses sources que j'indique permettant de situer d'où vient, dans l'histoire de la pensée, la décroissance. Il commence par utiliser un terme que je n'emploie pas (« filiations ») et surtout laisse entendre que j'assimile source et identité. Ainsi, puisque les économistes classiques étaient préoccupés par la rareté des ressources comparée à l'évolution démographique – ce qu'aucun historien des idées ne conteste – j'établirais un signe égal entre Malthus et tous les théoriciens actuels de la décroissance, alors que je ne fais que rechercher des précurseurs ayant au demeurant des préoccupations différentes (Malthus et Ricardo très pessimistes sur l'avenir du capitalisme, Stuart Mill se réjouissant à l'avance du futur état stationnaire). On ne trouvera donc nulle trace d'une assimilation dans mon travail, pour la bonne raison que les théoriciens de la décroissance sont divisés sur la question du malthusianisme. Entre un Yves Cochet s'en réclamant ouvertement² et bien d'autres s'en distanciant, il y a une marge importante à propos de la démographie. Il n'empêche que F. Flipo, trop instruit pour ne pas savoir que la démographie est une question sensible, balaie ce point d'un revers de main en disant qu'« aucun objecteur de croissance ne s'est focalisé sur

¹ <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/decroissance-eu.pdf>

et <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/decroissance.pdf>.

² Cochet, 2009.

cette question », alors que tous les livres que j'ai commentés ces dernières années en font état³.

La même observation peut être faite à propos de l'écologie profonde dont je dis qu'elle n'influence qu'« une fraction » de l'écologie politique et encore même pas en Europe. F. Flipo me range du côté de Luc Ferry que j'ai critiqué en son temps *vertement*⁴. Je ferais d'un Hans Jonas un adversaire de la Raison, alors que j'écris : « Sur le plan philosophique, l'auteur majeur est sans conteste Hans Jonas qui a théorisé le "principe de responsabilité" à l'égard des générations futures, en reformulant l'impératif catégorique kantien ». En outre, F. Flipo conteste la référence à Georgescu-Roegen qui a proposé d'introduire en économie le principe d'entropie. On verra dans un instant une hypothèse pour comprendre cette posture étrange consistant tout de même à retenir l'hypothèse d'entropie.

Selon F. Flipo, je ne comprends pas l'origine de la décroissance, parce que j'« occulte » l'influence des courants libertaires, l'apport des critiques de la technique et surtout parce que je n'ai pas de « théorie de l'État ». Que je n'aie pas de théorie originale de l'État⁵, ni d'ailleurs de théorie sur beaucoup de points, est une chose, mais mon texte cite Ellul, Charbonneau, Gorz et Illich, notamment au sujet de leur critique de la technique. F. Flipo croit déceler de nombreuses lacunes dont je serais coupable pour définir la décroissance : mais le tiers-monde, les inégalités, le revenu maximum, la relocalisation, les biens communs, le lien social... ne sont pas des thèmes spécifiques à la décroissance et ne peuvent être utilisés pour la caractériser de façon autonome.

Pourquoi donc tant de propos aussi peu respectueux du texte commenté ? Peut-être parce que le cœur de la discussion se situe ailleurs que dans une querelle sur les sources anciennes d'une théorie actuelle.

Où va la décroissance ?

Ce qui divise la famille écologiste et sépare les partisans de la croissance et ceux qui préfèrent une redéfinition radicale du développement, dont je suis, porte sur les perspectives de transformation des sociétés modernes dans un sens social et écologique. Les « objecteurs de croissance » font, en réalité, profession d'« objection de développement » dans la mesure où ils assimilent totalement les deux notions, passant ainsi sous silence l'avertissement sans appel de Georgescu-Roegen dont pourtant ils se réclament. Celui-ci disait : « Une grande confusion imprègne les vives controverses relatives à la "croissance" tout simplement parce que ce terme est utilisé dans de multiples acceptions. Une confusion sur laquelle Joseph Schumpeter a constamment mis en garde les économistes, c'est la confusion entre *croissance* et *développement*. [...] Au niveau purement logique, il n'y a nul lien nécessaire entre développement et croissance ; on pourrait concevoir le développement sans la croissance. C'est faute d'avoir systématiquement observé les distinctions précédentes que les défenseurs de l'environnement ont pu être accusés d'être des adversaires du développement. En fait, la véritable défense de l'environnement doit être centrée sur *le taux global* d'épuisement des ressources (et sur le taux de pollution qui en découle.) »⁶ F. Flipo irait-il jusqu'à reprocher à Georgescu-Roegen de confondre « progrès productiviste et progrès évoqué par les objecteurs de croissance » puisque c'est ce procès qu'il me fait ? On comprendra aisément qu'il est plus facile de s'attaquer académiquement à moi. Mais mon *Économie économe* fondait la soutenabilité forte, précisément sur la critique d'un progrès technique mythique et sur

³ Harribey, 2007 et 2008.

⁴ Harribey, 1997.

⁵ J'ai seulement esquissé, contre l'idéologie libérale et contre le marxisme orthodoxe, une théorie du travail productif dans les services non marchands : Harribey, 2004.

⁶ Georgescu-Roegen, 1995, p. 104-106.

l'utilisation des gains de productivité pour réduire le temps de travail, au lieu de produire et consommer toujours plus.

Dans le sillage notamment de Serge Latouche et de Gilbert Rist, les objecteurs de croissance nient toute possibilité de détacher le développement – si on définit celui-ci comme l'amélioration du bien-être – de la croissance économique, ce qui les conduit au paradoxe d'adopter les présupposés de leurs pires adversaires, héritiers de Rostow. L'arrière-fond théorique de cette position est l'hésitation à – pour ne pas dire le refus de – rattacher l'impératif de croissance à la logique de l'accumulation du capital. F. Flipo en convient et le revendique : « Les écrits des objecteurs de croissance sont clairs : leur objet est le productivisme, pas le capitalisme ». Et il poursuit : « Pour croire que la critique anticapitaliste équivaut à une critique antiproductiviste, il faudrait quand même expliquer pourquoi *toutes* les expériences socialistes à ce jour ont suivi la même pente ». Le point aveugle de F. Flipo est que tout mon travail, ainsi que le travail de ceux qui essaient aujourd'hui de concilier les exigences sociales et écologiques⁷, consistent à expliquer ceci : capitalisme \Rightarrow productivisme (implique au sens logique : le second étant la condition nécessaire du premier) mais la réciproque n'est pas vraie. Autrement dit, la critique anticapitaliste reste nécessaire mais n'est pas suffisante. Dans de nombreux textes, j'ai utilisé la formule suivante : il faut changer les rapports de production et la production elle-même ; dit avec le vocabulaire marxien, cela signifie changer les rapports de production sans oublier les forces productives qu'on ne peut développer à l'infini.

Les théoriciens de la décroissance hésitent quand il s'agit de définir cette notion, en refusant d'assumer que la décroissance, c'est la diminution de la production⁸, et en se réfugiant dans des formules du genre « mot-obus », tout en disant que « le seul moyen est de *réduire* l'économie elle-même, bref d'entrer en décroissance »⁹. Cette hésitation conceptuelle a des conséquences pratiques importantes. En paraissant me citer, F. Flipo explique que « changer l'économie pour que cette contrepartie [la destruction des sociétés] disparaisse implique non pas seulement de "changer le contenu de la croissance"¹⁰ (du PIB) mais la décroissance (du PIB toujours) ». Cette affirmation pose plusieurs problèmes que, en dépit des remarques qui leur sont adressées, les théoriciens de la décroissance n'ont jamais résolus.

Premièrement, ils oublient l'avertissement de Georgescu-Roegen : c'est la décroissance du taux d'utilisation des ressources qu'il faut organiser et non celui nécessairement de la production. Deuxièmement, puisqu'ils prônent la diminution du PIB, ils ne font pas suffisamment la distinction entre ce qui doit, en son sein, être diminué et être augmenté.

Troisièmement, en remplaçant, par exemple, l'agriculture productiviste par l'agriculture biologique, quelle serait la valeur monétaire de celle-ci ? Si l'amélioration de la qualité nécessite une plus grande quantité de travail (incluant celui contenu dans les moyens de production) et de plus grandes précautions écologiques, entraînant une hausse de la valeur unitaire de chaque bien ou service, nul ne sait quel sera le résultat de la somme des multiplications de ces valeurs par les quantités produites.¹¹ En généralisant le raisonnement à l'ensemble de la production qui deviendrait écologique, on ne peut dire à l'avance si, après agrégation, on aura un PIB plus élevé ou plus faible. Le raisonnement s'étend aussi à la notion

⁷ Di Méo, 2006.

⁸ Latouche, 2007, p. 21 : « La décroissance, pour nous, n'est pas la croissance négative, expression oxymorique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance. »

⁹ Ariès, 2007, p. 11 et 170, souligné par moi.

¹⁰ Jamais je n'ai employé cette expression : je parle de changer le contenu de la production, ce qui est tout autre chose.

¹¹ C'est un autre problème que celui de l'érosion monétaire que les comptables nationaux essaient de résoudre avec la technique dite « à prix constants », car la production de qualité est un « bien » différent de la production polluante.

de productivité du travail : la productivité pour l'ensemble de l'économie sera mesurée monétairement, et on ne peut savoir *a priori* si ce qui figurera au numérateur de la productivité, la fameuse « valeur ajoutée », aura diminué parce que les volumes auront plus diminué que n'auront augmenté les prix monétaires ou bien aura augmenté parce que les volumes auront moins diminué que n'auront augmenté les prix, et si, une fois connue l'évolution du numérateur, celle-ci sera plus ou moins forte que celle du dénominateur, la quantité de travail. De là viennent les innombrables confusions entre productivisme et augmentation de la productivité : augmenter la productivité ne signifie pas automatiquement augmenter la production, si le temps de travail individuel diminue et si l'emploi est réparti entre tous. Les partisans de la décroissance rétorquent que ce raisonnement oublie les coûts cachés de l'amélioration de la productivité. Certes, il y a un envers de la recherche de l'amélioration de la productivité à tout prix, mais son endroit est un principe d'*économie* au sens premier du terme. Et la productivité est, à l'échelle globale, un indicateur monétaire et ne peut dire que ce que dit la monnaie. Vouloir lui faire dire quelque chose en matière d'utilité sociale des biens et services, de préservation de la nature ou de conditions de travail, c'est confondre usage et valeur économique. Illich avait raison de critiquer le caractère non convivial de certaines techniques, mais il avait tort d'associer conceptuellement utilité et (contre)productivité.

En effet, derrière ces questions de mesure se profilent des questions théoriques plus fondamentales. F. Flipo propose¹², à la place du concept de productivité, de rapporter la *qualité* du service rendu, par définition non mesurable, à une *quantité* de matières, qui, elle, est mesurable. C'est donc impossible et cette impossibilité renvoie à l'irréductibilité de la valeur d'usage à la valeur d'échange. Toute affirmation contraire ne peut que rejoindre la vision néoclassique de l'économie. Et F. Flipo feint de s'étonner, de « s'étouffer », dit-il, parce que j'insiste sur la nécessité de poser la question de l'utilité sociale de la production, alors que l'imbroglio théorique précédent provient de la confusion entre valeur d'usage et valeur.¹³ Les économistes pourfendus par F. Flipo ne confondent pas produits brut et net. Ce sont les néophysocrates qui font cette erreur en imputant le produit net à la nature.¹⁴

De la mesure à la théorie, il n'y a qu'un pas, et de la théorie à la politique, il n'y en a qu'un autre. « Comment peut-on être "écologiste" et "antiproductiviste" et demander la croissance des services publics ? » lance, indigné, F. Flipo. D'une part, il ignore la différence entre services non marchands et services publics qui peuvent être marchands ou non marchands. D'autre part, l'empreinte écologique de l'éducation ou de la santé produites dans la sphère non marchande n'est pas nulle, mais la réduction des inégalités passe en grande partie par l'accès de tous à ces services. Si la décroissance de la production et de la consommation ou même leur plafonnement à court terme s'appliquaient à ce type d'activités, c'en serait fini de l'espoir d'inverser la logique dominante, sauf à condamner les pauvres à devenir encore plus pauvres. L'amélioration de la qualité des services non marchands impliquera pendant longtemps une augmentation des moyens mis en œuvre et non une réduction, vu l'état de délabrement dans lequel les aura laissés le capitalisme. Ainsi, F. Flipo se défend de vouloir une décroissance sans bornes, mais il ne trace aucun périmètre à la sphère qui doit décroître. Et il finit par avouer implicitement : la décroissance n'est pas seulement un mot-obus à la Ariès, c'est la diminution de toutes les productions. D'ailleurs, Vincent Cheynet, agacé de tant de tergiversations de la part de celui qu'il appelle « le plus ancien dans le grade le plus élevé »¹⁵ (Serge Latouche) a déjà vendu la mèche : « La

¹² Dans une chronique, « Changer d'ère », *Politis*, n° 1060, 9 juillet 2009.

¹³ Harribey, 2009.

¹⁴ Voir Harribey, 2005.

¹⁵ Cheynet, 2008, p. 132.

décroissance, c'est d'abord la décroissance économique. »¹⁶ En effet, il a sans doute flairé le piège : si la décroissance n'était pas celle de l'économie, le risque serait de la voir comprise comme « la décroissance de la population humaine ou des relations sociales »¹⁷.

Où s'arrête l'objection de croissance ?

Reste dans l'article de F. Flipo un long chapitre de critiques philosophiques assorties de mises en cause personnelles, essayant de plonger dans ma psychologie ou mon inconscient. Décidément, cet auteur ne manque pas de cordes à son arc. Mais, avant de décocher des flèches en tous sens, il serait bien avisé de lire attentivement et de se relire de façon à respecter ce qu'il lit. « Il y aurait, selon moi écrit-il, d'un côté le travail au sens anthropologique et de l'autre le travail au sens capitaliste ». Or, j'écris (en soulignant ici) : « À trop répéter que l'économie a été inventée par l'Occident, on risque de confondre *l'acte de production* – qui est une catégorie anthropologique – et *les conditions sociales de sa réalisation* – catégorie historique –, ou le "procès de travail en général" et le "procès de travail capitaliste", comme disait Marx. » N'importe quel lecteur de bonne foi verra la différence entre ces deux formulations.¹⁸

Enfin, s'il est une question qui divise les théoriciens de la décroissance, c'est bien le rapport à la Raison, à la science et à la désacralisation des sociétés modernes. Et F. Flipo ne réussira pas à gommer cette question qui fâche par excellence. Il m'accuse de voir en Serge Latouche un apologiste de la foi. Pas du tout, Serge Latouche ne fait la propagande pour aucune foi ou croyance. Il précise même que « les poètes, les peintres et les esthètes » devraient nous dispenser d'avoir recours aux « théologiens et ayatollas »¹⁹. Mais il se prononce, selon ses propres termes, en faveur d'un réenchantement du monde. On ne peut s'empêcher de penser que, là où Max Weber voyait dans le désenchantement une réalité objective de la modernité, Serge Latouche voit dans son inverse un projet normatif, qui permet à certains d'en appeler au retour à la Terre-Mère, à d'autres de ne considérer la dégradation planétaire que comme le résultat des représentations idéologiques, reflets des fantasmes engendrés par l'*hubris*, écartant toute influence des conditions sociales objectives.

F. Flipo a raison sur un point : il existe des impensés de la gauche. Mais les impensés de l'objection de croissance en sont l'envers. À un certain déterminisme economiciste s'oppose en miroir un idéalisme philosophique. Au développement illimité des forces productives s'oppose le refus de fixer des frontières au périmètre des productions à faire décroître, et donc le refus de borner la décroissance. À la neutralité de la technique ou bien à la croyance en un progrès technique permettant de résoudre éternellement les questions de soutenabilité s'oppose un regard béat porté sur les sociétés traditionnelles à l'intérieur desquelles les formes de domination sociale ne sont pas moindres que dans les sociétés modernes, bien qu'elles aient un autre rapport à la nature.

Nous assistons à la conjonction d'une crise de suraccumulation capitaliste – donnant une nouvelle fois raison à Marx – et d'une crise écologique inédite montrant que la crise de suraccumulation débouche sur une crise de reproduction. Il est *vital* que les deux dimensions soient traitées simultanément. Cela signifie bornage de l'appropriation-expropriation et protection d'un espace du « bien commun ». Cela signifie aussi *économie* ou *sobriété*, car, selon le mot de Paul Valéry, le temps du monde fini a déjà commencé, mais en s'écartant à la

¹⁶ Cheynet, 2008, p. 59.

¹⁷ Cheynet, 2008, p. 59.

¹⁸ Ariès, 2007, p. 32, convient que « l'économie doit être considérée comme une catégorie anthropologique car les divisions internes à chaque type d'économie n'épuisent pas ses invariants. »

¹⁹ Latouche, 2006, p. 285.

fois de l'illimitation inhérente au capitalisme et de l'illimitation régressive qui ne pourrait être qu'anti-démocratique.

Pour conclure cette brève réponse, la discussion doit être poursuivie, mais débarrassée de fausses citations, de contresens et de mise en cause des personnes. L'écologie n'est la propriété de quiconque, même pas des objecteurs de croissance. Ceux-ci ont-ils conscience de leur penchant monopolistique ?

Bibliographie

- ARIÈS Paul, 2007, *La décroissance, Un nouveau projet politique*, Paris, Golias.
- CHEYNET Vincent, 2008, *Le choc de la décroissance*, Paris, Seuil.
- COCHET Yves, 2009, « Sus aux politiques natalistes », *Politis*, n° 1056, 11 juin.
- DI MÉO Cyril, 2006, *La face cachée de la décroissance, La décroissance : une réelle solution face à la crise écologique ?*, Paris, L'Harmattan.
- GEORGESCU-ROEGEN Nicholas, 1995, *La décroissance, Entropie, écologie, économie*, Paris, Sang de la terre.
- HARRIBEY Jean-Marie, 1997, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.
- HARRIBEY Jean-Marie, 2004, « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique », *Économie appliquée*, LVII, 4, décembre, p. 59-96.
- HARRIBEY Jean-Marie, 2005, « La misère de l'écologie », *Cosmopolitiques*, n° 10, septembre, p. 151-158.
- HARRIBEY Jean-Marie, 2007, « Toute critique radicale est-elle recyclable dans la décroissance ? », *Contretemps*, n° 18, février, p. 142-149.
- HARRIBEY Jean-Marie, 2008, « Du côté de la décroissance : questions encore non résolues, Décroissance ou Neuvième Symphonie ? », *Cahiers marxistes*, n° 238, octobre-novembre, p. 175-195.
- HARRIBEY Jean-Marie, 2009, « Ambivalence et dialectique du travail, Remarques sur le livre de Moishe Postone, *Temps, travail et domination sociale* », à paraître dans *Contretemps*.
- LATOUCHE Serge, 2006, *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard.
- LATOUCHE Serge, 2007, *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Mille et une nuits.